

Louise Mushikiwabo (OIF) : « Personne ne me dicte ma conduite »

Jeune Afrique, le 19 mars 2020
Par François Soudan et Marième Soumaré



Louise Mushikiwabo, à l'OIF le 12 mars 2020. © Vincent Fournier/JA © Vincent Fournier/JA

Tensions entre l'organisation qu'elle préside et la Guinée d'Alpha Condé, remise en cause de son indépendance vis-à-vis de la France et du Rwanda.... Plus d'un an après avoir pris la tête de la Francophonie, Louise Mushikiwabo revient sur les dossiers brûlants de l'organisation et les attaques auxquelles elle fait face.

À l'heure de la lutte planétaire contre le coronavirus, à laquelle l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) entend apporter sa contribution « d'une manière ou d'une autre », Louise Mushikiwabo garde ses distances mais n'a rien perdu de son sourire, toujours aussi amène. Pendant plus d'une heure, en cet après-midi du 12 mars, celle qui, depuis janvier 2019, occupe le poste de secrétaire générale de l'OIF a reçu *Jeune Afrique* au siège de l'organisation, avenue Bosquet, à Paris.

Ministre de la Communication, puis pendant près de neuf ans emblématique ministre des Affaires étrangères du président Paul Kagame, Louise Mushikiwabo n'ignore pas que son élection lors du sommet d'Erevan, en octobre 2018, avec l'appui d'Emmanuel Macron, pour un (premier ?) mandat de quatre ans n'a toujours pas été acceptée par un lobby anti-Rwandais encore actif en France et en Belgique. Elle se sait donc sous observation permanente et pas toujours bienveillante, mais n'entend être jugée que sur son bilan.

À neuf mois du 18^e sommet de Tunis, prévu pour les 12 et 13 décembre, cette femme de fer qui porte en elle la douleur du massacre de sa famille lors du génocide des Tutsis du Rwanda, alors qu'elle était étudiante aux États-Unis, fait ici le point de l'action politique de l'OIF.

Jeune Afrique : À votre arrivée à la tête de la Francophonie, vous disiez vouloir apporter un « vent de renouveau ». Un an et demi plus tard, les choses ont-elles changé ?

Louise Mushikiwabo : L'OIF est aujourd'hui différente, et, en même temps, pas encore vraiment. Un chantier a été entamé, mais les résultats de notre travail ne sont pas encore visibles. Il serait prétentieux de ma part de penser que l'OIF n'a rien fait avant moi. Mais notre voix est désormais plus audible au niveau des instances internationales. Par exemple, nous sommes convenus d'un accord avec l'ONU pour enseigner le français aux troupes qui sont déployées sur des théâtres francophones et qui ne maîtrisent pas cette langue. La Francophonie est une organisation sous-vendue, qui peut-être même se sous-estime. Mais, grâce à certains de nos États, nous pouvons jouer un rôle sur la scène internationale.

Comment évaluer la visibilité de l'OIF en tant qu'organisation ?

La visibilité ne vient pas de la communication, mais des contributions et des solutions que l'on peut apporter. Nous sommes ainsi beaucoup impliqués au Cameroun. J'y ai moi-même effectué deux missions, aux côtés du chef de l'État, Paul Biya, et j'y ai rencontré les acteurs politiques. Je m'y suis également rendue pour une visite de trois jours avec Patricia Scotland, la secrétaire générale du Commonwealth, et Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA. Je pense que le Cameroun a avancé, que nous avons pu faire bouger les lignes, modestement. Nous sommes également intervenus au Togo, notamment sur le fichier électoral.

Serez-vous présents lors des scrutins à venir cette année en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Niger ou en Centrafrique ?

Nous avons prévu d'être partout. Nous sommes déjà impliqués, en amont des scrutins, et nous mènerons des missions d'observation électorale si nous y sommes invités. En Centrafrique, par exemple, où la situation est assez complexe, j'ai participé à plusieurs réunions avec le président Faustin-Archange Touadéra et j'ai nommé un envoyé spécial, l'ancien Premier ministre de São Tomé-et-Príncipe, Patrice Emery Trovoada.

En Guinée, l'OIF n'est plus la bienvenue. Que s'est-il passé ?

Nous accompagnons la Commission électorale nationale indépendante [Ceni] de Guinée depuis novembre 2019. Nous avons terminé notre travail le 7 février dernier et nous lui avons remis notre rapport assez rapidement. Ces trois derniers mois, j'ai eu des échanges téléphoniques avec le président Alpha Condé, avec Mahamadou Issoufou, le président en exercice de la Cedeao, avec le président de la Commission de l'UA et avec certains voisins de la Guinée.

Notre rapport a mis en lumière un problème informatique, technique, avec des implications politiques très sérieuses : 2,4 millions de votants n'ont aucune identification, et rien n'a été fait pour le justifier. Et on parle de données destinées à être utilisées pour trois scrutins différents, y compris pour l'élection présidentielle.

Je pense que ce constat était gênant pour la Ceni, qui a proposé que notre rapport soit présenté le 16 mars, donc après les élections, ce qui n'avait pas de sens. Nous avons donc mis fin à notre mission. La Commission nous a alors adressé un courrier nous invitant à revenir, avant de se raviser quelques jours plus tard... Finalement, l'équipe technique de la Cedeao est allée en

Guinée et a formulé les mêmes conclusions que nous. Elle a proposé que les 2,4 millions de noms qui posent problème soient rayés des listes.

Une recommandation qui a alors été appliquée par la Ceni...

C'est ce qu'ils disent. Nous verrons, mais il faut tout faire pour éviter de donner des excuses à ceux qui veulent s'engager dans la violence. On a déjà observé beaucoup d'incidents depuis le début de cette séquence électorale.

Qui est responsable de cette violence ?

Tout le monde, mais la responsabilité première revient au gouvernement, au président et à son équipe. Je me réjouis de voir que la Cedeao est parvenue à la même conclusion que nous. J'ai échangé avec le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, qui est le médiateur de la Cedeao dans cette crise. Je crois que tout le monde est animé par ce désir de tout faire pour que la Guinée reste apaisée.

Le double scrutin législatif et référendaire a finalement été reporté au 22 mars...

Il y a des aspects de cette élection qui sont du ressort des Guinéens, ce n'est pas notre rôle de dicter ce qu'il faut faire. Un passage en force ne serait pas sage. Le consensus sera difficile à obtenir, mais il est nécessaire, et maintenant que le problème a été identifié, il faut assainir le fichier et passer à l'exercice électoral.

Au moment de votre élection, vous disiez que les chefs d'État devaient avant tout servir leur pays et leur population, et qu'il ne fallait pas faire de la question des mandats et de l'alternance un prérequis. Restez-vous sur cette position ?

Je ne suis pas pour la simplification ou l'uniformisation des systèmes politiques. Ce qui est important, c'est que la volonté de la majorité des citoyens puisse s'exprimer. L'alternance est une bonne chose, mais elle n'est pas parole d'évangile.

Saluez-vous la décision du président ivoirien, Alassane Ouattara, de ne pas se représenter en octobre prochain ?

Absolument. Le président Ouattara était ici même, au siège de l'OIF, il y a deux ou trois semaines. Il nous a fait un briefing complet de la situation politique du pays, et je l'ai rencontré à huis clos. Il a dit lui-même qu'il voulait renouveler le sang politique, qu'il y ait des dirigeants plus jeunes que lui, et c'est légitime. C'est une décision qui contente tous les Ivoiriens.

Estimez-vous que les chefs d'État qui ne répondent pas à ce désir de renouvellement sont en retard ?

La réponse est simple, et tient en une question : que veulent les citoyens ? S'ils veulent un changement, il faut qu'il se fasse. La politique n'étant pas une science exacte, il faut passer par le dialogue, la négociation. Pour éviter des conséquences fâcheuses, c'est un travail qui doit se faire le plus tôt possible. Il ne faut pas attendre un mois avant le scrutin pour en discuter.

Comment le changement s'est-il traduit au sein même de l'OIF, dans vos méthodes de gouvernement ou dans le choix de vos collaborateurs ?

La gestion interne des institutions et les changements de mentalité sont les parties les plus difficiles. La Francophonie fait de très belles choses, mais de manière éparpillée. Il faut qu'une organisation multilatérale soit influente : à quoi bon appartenir à une structure qui n'a pas d'impact ? Nous sommes en train de resserrer nos actions, de réduire certains programmes et certains montants budgétaires.

Les effectifs de l'organisation ont-ils diminué ?

Les effectifs globaux ont diminué. J'ai aussi commandité un audit auprès de KPMG. Nous avons besoin d'un œil extérieur et professionnel.

Un audit sur la gestion de votre prédécesseure, Michaëlle Jean ?

Il s'agit d'un audit plus global, qui porte sur cela mais également sur l'adéquation du personnel et sur les systèmes informatiques. Je suis impatiente d'opérer des changements, mais j'ai bien conscience qu'il faut mobiliser les gens avec soi. Quand on effectue 17 contrôles pour une transaction, on ne contrôle rien, on bloque tout. Même si nous sommes une organisation au budget modeste, avec un peu moins de 80 millions d'euros par an, nous pouvons faire la différence.

Vous souhaitez également organiser des sommets de la Francophonie plus courts, moins protocolaires, avec des délégations réduites. Comment convaincre les États de la nécessité de rompre avec certaines traditions ?

Les propositions que j'ai faites à ce sujet sont déjà actées. Le sommet de Tunis, qui se tiendra à la fin de l'année, sera différent, avec plus d'interaction entre les chefs d'État. Je veux aussi valoriser tous les pays membres de cette organisation. Pourquoi y a-t-il beaucoup de cynisme dans les relations multilatérales ? Parce que beaucoup ne se retrouvent pas dans leurs organisations.

Avez-vous des inquiétudes au sujet de l'organisation de ce sommet par les autorités tunisiennes ?

Pas du tout. Les équipes et le comité organisateur sont en place. J'ai longuement échangé avec le président tunisien, et il n'y a aucune inquiétude vis-à-vis du budget.

La montée du french-bashing peut-elle avoir un impact sur la pratique de la langue française ? Peut-on détacher le français de la France ?

La France est notre pays hôte, c'est un pays très important, et le président Emmanuel Macron est un homme qui croit beaucoup au projet francophone. Mais le français et la francophonie, ça n'est pas la France. La relation entre la France et les pays francophones est une relation aigre-douce. Paris est critiqué, mais on l'appelle en cas de problème sécuritaire. C'est à nous, Africains, de comprendre et d'exprimer ce que l'on veut aujourd'hui.

Est-ce que les francophones vont se détourner du français pour autant ? Je ne crois pas. Je pense que les francophones sont beaucoup plus ouverts qu'ils ne l'étaient il y a dix ou quinze ans.

C'est la vérité du monde globalisé et multilingue, dans lequel la langue française doit trouver sa place.

Y a-t-il eu un effet « Louise Mushikiwabo » sur les progrès du français au Rwanda ?

Depuis mon élection, il y a eu beaucoup d'enthousiasme. Le président Kagame est venu au siège de l'OIF, et le Rwanda fait partie des pays-pilotes en matière de formation pour l'enseignement du français. Le centre culturel français de Kigali va rouvrir, c'est une bonne chose. Les relations entre Paris et Kigali se sont beaucoup améliorées, et c'est tant mieux.

Que répondez-vous à ceux qui remettent en cause votre indépendance, vis-à-vis de la France comme du président Paul Kagame ?

Je ne suis pas la voix de la France et je ne suis pas en consultation journalistique avec Paris sur la situation en Guinée ou ailleurs. Il n'y a pas un seul pays qui me dicte ma conduite. S'il fallait que je prenne mes décisions en m'alignant sur l'Élysée, je ne travaillerais plus à la Francophonie, je travaillerais peut-être avec M. Le Drian [le ministre français des Affaires étrangères]. Diriez-vous que la Cedeao est aussi sous les ordres de l'Élysée ? Pourtant, ils sont arrivés aux mêmes conclusions que nous. Je n'ai pas d'agenda pour la Guinée, si ce n'est que nos pays africains puissent avancer sans violence.

À Paris, certains n'ont toujours pas accepté votre élection à la tête de l'OIF. Vous avez notamment été critiquée lors d'un récent colloque sur « L'Afrique des Grands Lacs » au Sénat...

Ils devront s'y faire. Ce sont des gens qui ont des problèmes avec mon pays et avec mon président depuis la fin du génocide. Aujourd'hui, le Rwanda est en paix, mais eux sont restés idéologiquement figés. Ces personnes ne m'inquiètent pas. Quel impact un tel colloque peut-il avoir sur le Rwanda ? S'ils ne digèrent pas que je sois à la tête de la Francophonie, ils n'ont qu'à demander à leur pays de ne pas voter pour moi la prochaine fois. Je serai jugée sur mon bilan.